

Parlement et politique extérieure : un bilan intermédiaire

16 décembre 2020

Les Chambres fédérales ont abordé plusieurs affaires internationales au cours des deux premières semaines de la session d'hiver. Les relations avec l'Union européenne donneront lieu à une session extraordinaire du Conseil national mercredi 16 décembre prochain, à la demande de l'UDC. L'utilité d'un débat de fond à l'heure actuelle n'est pas évidente, alors que les discussions sur l'accord institutionnel ont à peine repris avec le partenaire européen. L'UDC voudrait que les clarifications demandées à Bruxelles soient incorporées dans le texte même de l'accord ; le Conseil fédéral est d'avis que des déclarations politiques liées à l'Accord auraient la même valeur contraignante. D'autre part certains parlementaires réclament l'inclusion dans les pourparlers de la question de la juridiction – l'arbitrage et le rôle de la Cour de Justice de l'Union Européenne dans la procédure de règlement des différends. Le Conseil fédéral est satisfait de la solution trouvée dans l'accord. Le Conseiller aux Etats Pirmin Bischof (Centre, Soleure) le déplore, car il y voit l'élément décisif - touchant à la souveraineté- susceptible de faire basculer le vote populaire au terme du processus. La session extraordinaire permettra peut-être d'en apprendre davantage sur le calendrier des ultimes pourparlers avec la Commission : le 11 novembre dernier, le porte-parole du Conseil fédéral, M André Simonazzi, faisait savoir que la Suisse comptait aller très vite au contact de l'UE. Le 12, il y a eu en effet un échange téléphonique entre Mme Simonetta Sommaruga Présidente de la Confédération et Mme Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission européenne. Depuis lors c'est le black-out voulu par le Conseil fédéral qui prévaut.

Je retiens deux points principaux des débats qui ont eu lieu dans l'une et l'autre Chambre : le Parlement s'est vu confirmer par le Conseil fédéral qu'il obtiendra un droit de regard étendu sur la mise en œuvre de l'accord institutionnel ; celui-ci prévoit d'ailleurs la création d'un comité mixte Parlement européen-Chambres fédérales pour accompagner l'accord. Et le Parlement a relevé l'évolution du Conseil fédéral sur la question de la citoyenneté européenne, qui n'est pas compatible avec l'Accord sur la libre circulation des personnes, lequel s'applique avant tout aux travailleurs. Faute d'entente avec l'UE, qui veut élargir le cercle des bénéficiaires de la libre circulation, l'accord institutionnel était resté muet sur ce point.

Le récent voyage du Conseiller fédéral Ignazio Cassis au Proche Orient a donné lieu à un débat substantiel à la suite d'une interpellation du conseiller aux États Carlo Sommaruga (soc, GE) qui a permis au Chef du Département des Affaires Étrangères d'apporter d'utiles précisions au document de stratégie MENA (Moyen-Orient-Afrique du Nord selon l'abréviation en anglais) publié par son département. Le Conseiller fédéral a réaffirmé la position politique nuancée, fondée sur le droit international, qui est traditionnellement celle de la Suisse et qui n'est pas reprise telle quelle dans le papier de stratégie. Mais le site du DFAE contient tous les documents pertinents. Tout en rappelant l'urgence et l'importance d'une solution au problème israélo-palestinien, la Stratégie indique que ce conflit est passé au second plan en raison des nouvelles priorités de la région, conditionnées par la menace iranienne. Le conseiller aux États Christian Levrat (soc, FR) a apporté son soutien à l'aspect le plus novateur de la Stratégie, la mise en avant des coopérations scientifiques, technologiques et économiques avec les pays de la région.

Enfin, les parlementaires ont appris que le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, retiré par le Conseil fédéral peu avant sa signature le 10 décembre 2018 leur sera soumis avant la fin du mois de mars 2021. Quant au rapport sur le Traité d'Interdiction des Armes nucléaires (TIAN), qui devait être livré cette année encore, il ne sera pas prêt avant fin 2021 en raison du report de la Conférence d'examen du Traité de non-prolifération nucléaire de 2020 à 2021, censée fournir de nouveaux arguments à la position gouvernementale.

François Nordmann

.